

Liste Ecole Emancipée

Pour un syndicalisme de combat, pour défendre nos droits!

E.E

A la veille de l'élection présidentielle, il est essentiel de tirer un bilan du dernier mandat de la FSU92 et tenter de dégager des perspectives plus offensives pour la suite.

Que d'occasions manquées !

Que l'on ait cru ou pas aux promesses de François Hollande, candidat en 2012, le débat n'est plus là. En 5 ans, son gouvernement dirigé par Ayrault puis ensuite par Valls a fait voter les unes après les autres des réformes profondément anti-sociales et a poursuivi le gel des salaires que le PPCR, en rien n'endigue. Il a multiplié les interventions militaires et s'est spécialisé dans la remise en cause des libertés par l'état d'urgence mais aussi parla répression féroce qui s'est abattue sur les militant-e-s du mouvement contre la loi Travail. Enfin, ce gouvernement n'aura rien eu à envier à celui de Sarkozy à propos des migrants, des sans-papiers et des réfugiés.

Concernant les services publics, la casse engagée depuis des années s'est poursuivie et accentuée avec la suppression continue des postes. À l'hôpital, aux impôts-finance, dans les transports et particulièrement à la SNCF et bien évidemment dans l'éducation nationale.

Toutes ces attaques n'ont pas été sans réaction de la part des salarié-e-s. Mais la FSU a préféré jouer la carte du dialogue social au détriment du rapport de force à construire et clairement pendant cinq ans, ces orientations étaient contradictoires.

Pourtant, il aurait été possible d'avoir une intervention fédérale. Dans l'Education nationale, lorsqu'en 2014, la première partie de la réforme de l'éducation prioritaire touchait les écoles et les collèges et que, déjà, le ministre les différenciat des lycées. Il aurait fallu rejeter en bloc cette « refondation » plutôt que de chercher à justifier que certains collèges n'avaient plus rien à faire en éducation prioritaire quand d'autres devaient y entrer. Ce qu'il y avait de plus unifiant et juste était le maintien de l'existant et son extension. Et dans le 92, où par endroit la mobilisation avait été très forte, nous avons eu les mêmes débats.



De manière plus significative encore, c'est surtout un manque d'activité fédérale qui a marqué ce dernier mandat de la FSU. Cela, même en termes de solidarité avec d'autres secteurs qui n'ont pas manqué de se mobiliser sur notre département (les postiers, les cheminots, les réfugiés), la FSU n'a pas complètement rempli son rôle.

Les luttes sont devant nous

La mobilisation contre la Loi travail a révélé qu'une partie minoritaire certes mais significative du monde du travail était prête à relever la tête et avait le souci de se rassembler. Le syndicat ne devrait pas être en-dessous de ces aspirations.

Par contre, la FSU 92 a su soutenir dans un cadre unitaire les lycéen.ne.s du 92 qui ont été victimes l'année dernière d'une répression particulièrement féroce.

Dès maintenant, nous devrions, en tant que fédération départementale, afficher un soutien bien plus ferme à la mobilisation exemplaire des collègues des lycées ZEP, regroupés dans le collectif « Touche pas ma ZEP ! » en cherchant à étendre le mouvement aux écoles et collèges classés REP/REP+ ou ex-RRS et à l'ensemble des établissements touchés par une baisse de moyens à la rentrée 2017.

Les 6 et 7 mars, les salarié-e-s de Pôle emploi, où nous intervenons, sont appelé-e-s à la grève. Celle-ci sera probablement très fortement suivie. Le 7 mars, ce seront les personnels de la Santé qui seront dans le rue.

Autant dire, que le premier tour de la présidentielle ne se passera pas sans que les salarié-e-s ne se fassent entendre. Il est de la responsabilité syndicale d'aider toutes ces mobilisations fragmentées à converger, seule possibilité pour enfin gagner sur nos revendications. Nous pourrions commencer, dans le département par exemple, par convoquer une intersyndicale qui discute de comment relayer ces initiatives, les populariser, les massifier.

Mathilde Eisenberg, Snuipp Nanterre,
Armelle Pertus, Snuipp Gennevilliers,
David Pijoan, SNES

